Au royaume des aveugles... (VIII et fin)

Par Nour-Eddine Boukrouh

Photo : DR

Un gigantesque point d'interrogation est actuellement en position géostationnaire dans le ciel algérien. Alors que la Tunisie, l'Égypte et peut-être le Yémen s'apprêtent à rejoindre les démocraties avancées, allons-nous nous engouffrer dans la brèche de la démocratie qui s'est ouverte dans le monde arabe, ou rater cette opportunité historique ? Je ne suis pas très optimiste, car nous avons pratiquement échoué dans tout ce que nous avons entrepris depuis l'indépendance. Nous avons voulu un socialisme spécifique, nous en sommes sortis pauvres, endettés et mentalement déglingués.

Nous avons traficoté l'ouverture démocratique, elle s'est soldée par des centaines de milliers de morts et nous a ramenés au point de départ. Nous nous sommes si mal pris avec l'économie de marché qu'elle a sombré dans l'économie informelle.

Sociologiquement, chacune de ces périodes a laissé un emblème humain. Dans les années 1970, c'était le «hittiste» ; dans les années 1980 le «trabendiste» ; dans les années 1990 le «terroriste», et dans les années 2000 les «harraga». Ces types humains ne se sont pas relayés, ils se sont surajoutés les uns autres et sont même devenus interchangeables. Des «hittistes» ont été recrutés par les barons du trabendo dans les années 1980, des «trabendistes» se sont alliés au terrorisme dans les années 1990 et des «terroristes» repentis sont aujourd'hui à la tête de l'économie informelle. Quant aux «harraga», ce sont tous ces jeunes que le terrorisme n'a pas pu inféoder à sa cause. Comme Mohamed Bouazizi, ils ont préféré quitter ce monde, ou leur pays, plutôt que de prendre les armes contre lui.

Nous avons été le premier pays arabe à être colonisé en 1830 et le dernier à se libérer en 1962. Au lendemain de l'indépendance, nous étions quelque chose comme un royaume d'aveugles que des borgnes pouvaient en toute logique prétendre diriger, car l'analphabétisme était général, et ceux qui détenaient un certificat d'études primaires passaient pour d'éminents penseurs. Les quelques pharmaciens, diplomates et avocats qui avaient loyalement servi la Révolution furent écartés, humiliés, emprisonnés ou exilés, car il ne fallait pas qu'ils fassent de l'ombre aux éminents penseurs.

Depuis, de nombreuses générations de bien-voyants sont apparues et comprennent de moins en moins que des borgnes, entre-temps devenus très mal voyants du fait de l'usure du temps, continuent de les commander et de les conduire l'un après l'autre dans la seule direction qu'ils connaissent, celle du mur. Ce n'est pas pour remuer le passé comme on retourne un couteau dans la plaie, mais pour dire que ces borgnes ont laissé une situation si inextricable qu'il est presque impossible d'en démêler les fils. Même avec les dents. Nous sommes un des rares pays au monde, avec l'Afghanistan et la Corée du Nord, où les habitants ont tout le temps l'air d'être en deuil avec ces mines fermées, ces visages hagards, ces regards vides et les nerfs à fleur de peau qu'on croise partout.

La tristesse est générale, l'ambiance en permanence électrique, et l'air constamment chargé d'angoisse comme si on était à la veille d'une catastrophe annoncée. Les seuls moments où on voit un peu de joie sur les traits des gens, c'est lorsqu'ils voient leurs enfants jouer avec le mouton de l'Aïd ou les pétards du Mouloud.

Le reste du temps, les pauvres souffrent, la classe moyenne se lamente, les riches se plaignent, la société civile râle, les partis politiques rouspètent, tandis que le gros des citoyens est accablé par le sentiment de ne compter pour rien, de ne rien pouvoir pour améliorer la situation, que tout est voué à empirer, que rien ne changera, et que quoi qu'il arrivera dans l'univers, nous serons toujours mal gouvernés. Quand les vêtements des gens ne sont pas dépenaillés, leur mise est dépareillée, ne tenant ni du style oriental ni du style occidental, mais d'un mélange des deux, témoignage de notre déboussolage culturel. Chaque peuple a ses symboles révolutionnaires : la révolution française a eu Marianne et Gavroche, la Russie la faucille et le marteau, et la Tunisie Ahmed Hafnaoui («Harimna !»). Après le costume afghan, le pagne yéménite va peut-être nous séduire depuis que nous voyons nos héroïques frères yéménites courant, le mollet nu et un poignard à la ceinture, à la conquête de la démocratie moderne.

Notre pays, hormis quelques rares quartiers, est un immense marché aux puces où déambulent, désargentés et l'âme vacante, les chômeurs et les retraités, bientôt rejoints par les dernières promotions universitaires. Pourtant l'Algérie est riche en moyens, en bras et en cerveaux. Avec la cinquantaine de milliards de dollars qui rentrent bon an mal an, n'importe laquelle de nos grands-mères, même analphabète, pourrait prendre la place du gouvernement et gérer le pays puisqu'il ne s'agit que de lancer de l'argent aux quatre vents. Comme rien ne semble devoir changer, il ne reste aux Algériens – pour mieux supporter leur sort – qu'à changer de religion : devenir bouddhistes par exemple. Dans cette religion, être pauvre, supporter la douleur, souffrir, sont les vertus de l'être «éveillé». Alors qu'il méditait un jour sous un figuier (l'arbre le plus répandu en Algérie), Bouddha fut illuminé par la Vérité : l'existence est douleur, le désir est douleur, le devenir est douleur… Le Gautama quitta alors femme, foyer, travail et pays (comme nos harraga, mais pour des raisons diamétralement opposées) et s'en alla, revêtu d'un pagne et le crâne rasé, prêcher sur les routes en mendiant sa nourriture la nouvelle religion : renoncer à tout. Voilà qui ferait l'affaire de notre pouvoir : à lui la manne pétrolière ! Car en bon dévot, lui ne changera pas de religion. Hier, j'ai parlé de trois scenarii possibles de changement dans le monde arabe.

> **L'ère du despotisme en Algérie au nom de la «légitimité révolutionnaire» tire à sa fin. Le pouvoir algérien possède une armée, une police, des prisons, une télévision, une banque centrale, des ambassades à l'étranger et Sonatrach. Voilà avec quoi il a tenu le pays depuis l'indépendance. Il affiche solennités et protocole, mais cela ne suffit pas pour lui donner les réalités d'une République, et encore moins celles d'une démocratie.**

En fait, il y en a un quatrième que j'ai réservé au sujet d'aujourd'hui car je l'ai présumé spécifique à l'Algérie : c'est celui où le pouvoir voudra s'en aller mais qu'il ne le pourra pas, celui où il est prêt à céder la place sans que personne n'en veuille. Je me trompe peut-être, mais on ne perd rien à examiner ce scénario. Ce n'est que de l'encre sur du papier.

Un des effets de la révolution arabe est d'avoir libéré les citoyens algériens de la peur, à l'instar de leurs frères arabes. Ils ne craignent plus la répression et ont pris conscience de l'avantage qu'ils ont sur le pouvoir. Ils le savent fragilisé par la révolte arabe, sur la défensive, dos au mur, et par conséquent disposé à lâcher le maximum, surtout si les revendications ne portent pas sur son départ. Il va rapidement se retrouver pris au piège : il cède un doigt, on lui demande la main puis tout le bras.

Les soulèvements épars pour le logement, les sit-in et manifestations pour des ajustements de salaires ou des statuts particuliers vont se multiplier, fuser de toutes les cités populaires, de toutes les corporations, et se propager à toutes les régions.

Dès que le pouvoir en réglera un, un autre se présentera et ainsi de suite, le mettant progressivement dans une posture intenable car il sait ce que veut dire la contagion : la faillite. Il ne pourra pas faire face à toutes les demandes sans mettre en péril les caisses de l'Etat.

En plus, chaque augmentation de salaires concédée relancera l'inflation, laquelle laminera le pouvoir d'achat fraîchement acquis, ce qui rallumera les protestations contre la montée des prix, etc. Ce sera le cercle vicieux, le tonneau des Danaïdes, l'enfer. Les demandes grossiront, les revendications s'étendront, l'insatisfaction se généralisera et enflera jusqu'à devenir un tsunami capable de tout emporter.

C'est la façon du peuple, sans concertation et hors de toute manipulation, de prendre sa revanche sur les mal-voyants qui se sont succédé à la barre de son destin depuis un demi-siècle. Il va les noyer dans les revendications, les manifestations, les atteintes à l'ordre et aux biens publics. Il leur rendra la vie impossible, les usera, les dégoûtera du pouvoir.

Il leur pourrira la vie, inondera le royaume de problèmes. La démocratie, les amendements constitutionnels, les réformes politiques, les élections anticipées, les marches politiques, ce n'est pas son affaire, le peuple, il s'en fout royalement. Ce n'est pas ce qui le nourrira ou le logera : «Nourris-moi aujourd'hui et tue-moi demain» est l'un de ses plus anciens credo. Au royaume des aveugles, ce ne sont plus les borgnes, mais les problèmes qui seront rois.

Le pouvoir algérien que n'ont jamais inquiété les partis politiques ou la société civile, parce qu'ils ont pignon sur rue et agissent dans le cadre de la loi, a par contre une peur phobique des mouvements de foules spontanés et violents. Il y a de quoi. Ils sont de plus en plus nombreux et surgissent de partout, même si personne, ni les partis ni Ben Laden, ne les synchronise. Il ne fera pas tomber la colère des révoltés tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction. Ceux-ci savent qu'il a de l'argent, qu'il possède d'importantes réserves de change dont ils n'ont pas vu l'impact sur leur vie. Ils vont le lui faire regretter. Ils n'ont pas oublié l'affaire Khalifa, BRC, Sonatrach, les surcoûts de l'autoroute et autres dossiers de la corruption.

Eux n'en ont pas profité. A leur tour de prendre leur part du gâteau, leur quote-part de gaz et de pétrole. Ils arracheront leurs droits sociaux, professionnels et matériels par tous les moyens, y compris la violence. Si le gouvernement est changé, ils s'adresseront au suivant.

Si un nouveau président vient, ils agiront de même avec lui. Ce sera la vengeance des apolitiques, des non-aspirants au pouvoir, des non-révolutionnaires, des citoyens ordinaires.

Les partis politiques, pour leur part, n'en tireront aucun profit. Les laissés-pour-compte, les désespérés, ceux qui bouillonnent de rage et de haine, ceux qui ont envie de tout casser et brûler ne militent pas, ils n'ont ni le temps ni le cœur ; ils n'y croient plus depuis 1992.

La contestation politique peut nourrir la grogne sociale et profiter aux révoltés, mais la grogne sociale ne profitera pas aux partis dans leur bras de fer avec le pouvoir. Eux qui pensaient bien faire en poussant aux grèves, à la revendication, aux marches, ne seront plus intéressés par l'alternance, ne voudront plus du pouvoir quand ils verront l'ampleur de la contestation et le volume des demandes. Personne n'aura envie d'affronter à mains nues le lion en furie, le tsunami humain déchaîné.

Les beaux jours des borgnes au royaume des bien-voyants sont derrière eux. Ils ont mangé leur pain blanc, il ne leur reste que les jours sombres, le pain noir et les vaches maigres. Ils ont géré irrationnellement, ils se retrouvent en plein irrationnel. Tandis qu'ils s'amusaient et mangeaient dans les beaux salons du «Titanic» qu'ils croyaient insubmersible, le paquebot filait à douce vitesse vers les récifs. Aujourd'hui, ils sont à l'instant où l'équipage, réalisant le danger, hurle : «En arrière toute !» C'était trop tard, la coque était déjà déchirée et la mer avait envahi le bateau mythique. L'ère du despotisme en Algérie au nom de la «légitimité révolutionnaire» tire à sa fin. Le pouvoir algérien possède une armée, une police, des prisons, une télévision, une banque centrale, des ambassades à l'étranger et Sonatrach. Voilà avec quoi il a tenu le pays depuis l'indépendance. Il affiche solennités et protocole, mais cela ne suffit pas pour lui donner les réalités d'une République, et encore moins celles d'une démocratie. Il n'a pas d'idées, il n'a pas de vision d'avenir et n'en a jamais éprouvé la nécessité.

> **Les pauvres souffrent, la classe moyenne se lamente, les riches se plaignent, la société civile râle, les partis politiques rouspètent, tandis que le gros des citoyens est accablé par le sentiment de ne compter pour rien, de ne rien pouvoir pour améliorer la situation, que tout est voué à empirer, que rien ne changera, et que quoi qu'il arrivera dans l'univers, nous serons toujours mal gouvernés.**

Il n'est pas créatif car il croit qu'il suffit d'être répressif. En face de lui, il y a une «poussière d'individus» qui, pour s'opposer à lui, se sont agglutinés autour de quelques «açabiyate».

Il n'est pas possible d'aller plus loin avec des institutions falsifiées, une Constitution réduite à l'état de chiffon, des personnages incompétents trimbalant le pays tantôt dans une direction, tantôt en sens contraire, et un champ politique morcelé en prés carrés et lopins privés. Il y a soixante ans, Messali Hadj disait à chaque réunion du comité central et du bureau politique du PPA-MTLD qu'il n'y aurait pas de lutte armée contre le colonialisme français tant qu'il ne le déciderait pas personnellement. Pourtant, les Tunisiens, les Marocains et les Vietnamiens faisaient déjà le coup de feu contre les Français. En 1954, vingt-deux jeunes hommes créent le CRUA et, comme Prométhée, arrachent le feu des mains de Zeus. Quelques mois plus tard, la guerre d'Algérie commençait et, sept ans plus tard, notre pays était indépendant. L'attitude actuelle du pouvoir rappelle celle de Messali : pas de changements tant qu'on ne l'aura pas décidé ! L'Algérie ne peut pas rester avec, dans son bilan, cette seule réalisation.

Il lui en faut de nouvelles, celles de la liberté, de la démocratie, de la modernité, du développement. Le 1er Novembre 1954 a rendu aux Algériens leurs terres ; les nouvelles générations doivent conquérir leur citoyenneté. C'est le sens des révolutions arabes. Le rêve, c'est ce qui n'est pas encore la réalité, mais qui peut le devenir à tout moment. Comment faire pour y arriver ? Là est la question. J'ai visité la Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen, la Syrie, mais je n'ai jamais pensé que les peuples de ces pays nous donneraient à voir ce qu'on a de nos yeux vu. Je pouvais le cacher, mais je confesse que je croyais que le peuple yéménite, un yatagan à la ceinture et la joue gonflée par une boule de «kat» (une variété de drogue), était plus près de prendre le chemin de l'Afghanistan que celui qui conduisait à la démocratie moderne.

J'étais sûr aussi que le peuple libyen était intellectuellement stérilisé par le «delirium tremens» de Gueddafi, et gravement touché par les rejets de pétrole et de gaz. Je pensais en mon for intérieur que des peuples qui supportaient de tels régimes n'avaient aucune chance de rejoindre la caravane humaine contemporaine, et qu'il fallait attendre l'avènement de nouvelles générations vers la deuxième moitié du XXIe siècle pour enfin espérer quelque chose.

Je les croyais consentants, satisfaits, définitivement encanaillés par des dirigeants qui leur faisaient avaler toutes les couleuvres. Je me repens de ces pensées. Parodiant Rousseau, je dirai : l'Arabe naît naturellement bon, le despotisme le corrompt. Nous en voulions aux Egyptiens d'avoir agressé notre équipe nationale lors des éliminatoires de la Coupe du monde et de nous avoir agonis d'insultes. Il y a peut-être une explication : ce devait être les «baltaguias», menés par Gamal et Âla Moubarak en campagne électorale. D'un autre côté, j'espère que les Libyens ne nous en voudront pas à l'avenir pour les positions prêtées à nos dirigeants durant leur révolution. On ne sait pas ce qu'il y a de vrai dans les rumeurs qui ont circulé à ce sujet, mais tout le monde a entendu ce représentant du Conseil national de transition parler de poursuivre notre pays devant le TPI pour «complicité» dans les crimes de guerre imputés au «guide» (la majuscule ne méritait pas d'être dérangée). Si ces rumeurs devaient s'avérer fondées, alors notre pays serait passé du statut de «Mecque des révolutionnaires» à celui de «Mecque des despotes». Encore une mal-voyance ?

N. B.